



Séance ordinaire du mardi 19 décembre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le dix neuf décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, François RIO, Agnès SAURAT, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Florence AUBY, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvon PELLET, Eric PENSO, René REVOL, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnime AKBARALY, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Guy LAURET, Eliane LLORET, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ

Solidarités - Conventions-type relatives à la Plateforme Clause Sociale de la Métropole - Renouvellement - Approbation - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

La Métropole a décidé de placer au cœur de sa stratégie de développement économique d'une part l'adaptation du tissu économique aux défis sociaux, environnementaux et technologiques et d'autre part l'emploi durable pour tous.

En outre, avec 500 millions d'euros par an d'investissements programmés sur la période 2021-2026, la Métropole est elle-même un agent économique et elle se veut exemplaire. Elle s'est ainsi dotée d'un Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables (SPASER), voté par délibération en avril 2022, fixant (dans son volet social) l'objectif ambitieux d'intégrer, d'ici 2025, des clauses sociales dans 30% de ses marchés publics.

Dans ce cadre, la Métropole souhaite ainsi faire de l'activité économique qu'elle génère un véritable tremplin vers l'emploi pour ceux qui en sont le plus éloignés. Elle souhaite en outre être motrice de cette dynamique auprès de l'ensemble des donneurs d'ordres intervenant sur son territoire. Pour cela, la Métropole accompagne la mise en œuvre de ces clauses sociales en s'appuyant sur sa « *Plateforme clause sociale* », créée il y a 6 ans par délibération. La Plateforme travaille en liens étroits avec les acheteurs, les entreprises attributaires et l'ensemble des acteurs de l'emploi et de l'insertion.

Les résultats atteints permettent d'affirmer que la volonté politique a permis d'ancrer ces pratiques dans les usages courants de la Métropole, de la Ville de Montpellier et de plus de 40 donneurs d'ordres publics et privés du territoire, qui reconnaissent l'impact de ce levier et continuent de solliciter la Plateforme régulièrement pour les accompagner. En effet, les derniers bilans chiffrés montrent une croissance exponentielle : le nombre d'heures de travail réalisées par des publics en insertion est passé de 114 000 heures en 2016, à 336 300 heures en 2019, pour atteindre 440 684 heures en 2022, dont 270 567 heures (soit 61%) réalisées sur les marchés de la Métropole et de la Ville de Montpellier, 998 personnes bénéficiaires (dont 22% de femmes, 31% de jeunes moins de 26 ans, 36% des personnes issues des Quartiers Politique de la Ville (QPV), 71% infra bac), 478 entreprises suivies (42% étant des entreprises métropolitaines).

Il s'agit aujourd'hui de voter la mise à jour des deux types de conventions permettant à la Plateforme clause sociale de la Métropole de :

- Formaliser avec tous les acheteurs publics et/ou privés, donneur d'ordres, souhaitant faire de ses achats des achats responsables socialement dans le cadre des clauses sociales, via la convention de coopération ;
- Structurer son partenariat en donnant une place à chaque entité du service public, Association, Structure de l'Insertion par l'Activité Economique, Structure du Handicap, ou Structure accompagnant des personnes sous-main de justice, entreprise intermédiaire de l'insertion ou de l'emploi, via la convention de partenariat.

Ainsi, la plateforme Clause sociale sur les marchés du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole intervient :

- À travers la **convention de coopération** :

Elle met à la disposition des Donneurs d'Ordres une expertise dédiée aux clauses sociales avec un appui au repérage des opérations appropriées à la clause, le conseil dans les choix des procédures, un appui au calcul des heures d'insertion ou de formation attendues, le conseil sur la rédaction des appels d'offres (annexe au CCAP, ...), la réponse aux questions des entreprises sur les choix de modalités de mise en œuvre de ces clauses, etc.... Cette délibération permet de renouveler l'engagement des Donneurs d'Ordre, via la signature de conventions de coopération avec la Métropole, selon un nouveau modèle de convention qui inclut maintenant les temps nécessaires aux échanges d'informations entre la Plateforme et les donneurs d'ordres.

- À travers la **convention de partenariat** :

Cette plateforme s'appuie déjà sur l'ensemble des structures en charge de l'accueil, de l'orientation, de la formation, de l'insertion et de l'emploi. De nouvelles conventions de partenariat sont donc également proposées pour être mise à jour. Sur la même base que les conventions précédentes avec mise à jour surtout du volet Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD). Elles traduisent une volonté de développer le travail en partenariat afin d'harmoniser les pratiques et dans un souci de cohérence de dispositifs avec les autres cellules, services, du territoire de la Métropole, et territoires voisins suivant ces clauses.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la nouvelle convention de partenariat à destination des Partenaires de l'Emploi, de la Formation et de l'Insertion (en dehors de Pôle emploi qui fait l'objet d'une convention votée séparément) ;
- D'approuver les termes de la nouvelle convention de coopération à destination des Donneurs d'Ordre, Acheteurs, et Maîtres d'Ouvrage intervenant sur le territoire de la Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/12/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 30 décembre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20231219-252042-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/12/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de cooperation 2024.docx
- Convention partenariale 2024.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.